

CountrySide

European Landowners' Organization

N° 202

NOVEMBRE-DECEMBRE 2022 - BIMENSUEL- FR



ForumforAg 2022 Événement régional en Suède

 Forum for the
Future of Agriculture™
Where agriculture & environment
meet for an open dialogue



Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général

Tables des matières

- 3 ForumforAg 2022
Événement régional en Suède

- 6 Déclaration de Stockholm et AG d'ELO en Suède

- 8 Résultats et affaires inachevées de la COP27

- 10 Et les lauréats du « European Bee Award » sont...

- 12 Stocker le carbone dans les tourbières grâce à l'agriculture durable

- 14 Le projet FarmElder
Réunion de lancement du projet STAY

- 15 Voyage d'étude des Young Friends of the Countryside à Londres « Technologies émergentes pour la sécurité alimentaire »

L'an 2023 est à notre porte.

L'année écoulée aura été celle de tous les dangers. Le secteur de la propriété rurale aura été mis mondialement au défi par les trop nombreuses initiatives de la Commission européenne, du gouvernement britannique ou même dans de nombreux pays d'Amérique latine.

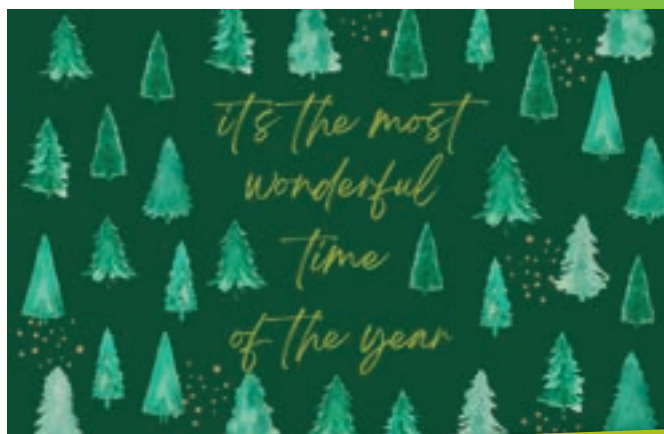
Vouloir sauver le monde est nécessaire mais pas à n'importe quel prix, et surtout pas en mettant en porte-à-faux le monde rural. Qu'on le fasse mais avec intelligence et nuance.

Mes vœux pour 2023 sont que dans les différentes parties du monde les processus décisionnel et législatif arrivent à une convergence permettant à l'humanité de se réaliser.

Raison pour laquelle les membres de ELO ont demandé à Stockholm à la Commission européenne, au Conseil européen et au Parlement européen de repenser la loi européenne sur la restauration de la nature et le règlement sur l'utilisation durable pour mieux répondre aux défis climatiques et mieux équilibrer la production durable et la protection de la biodiversité, avant tout d'analyser leurs conséquences négatives involontaires.

Et de façon globale au niveau des Nations Unies et de l'entité britannique « que les mêmes éléments constitutifs de la propriété exploitante » soient respectés au mieux des intérêts de tous.

2023 ne sera pas moins difficile que l'année écoulée...mais avec l'aide et le dévouement de notre secteur tout est possible.



Nous célébrons le 50^e anniversaire



Janez POTOČNIK



Ladislav MIKO



Tassos HANIOTIS

ForumforAg 2022 Événement régional en Suède

Le jeudi 1er décembre, le Forum s'est déplacé en Suède pour notre deuxième événement régional de l'année. Plus de 100 participants nous ont rejoints pour un événement véritablement international marquant le passage de la présidence tchèque du Conseil de l'Union européenne à la prochaine présidence suédoise. Tout au long de la journée, les sessions ont porté sur les objectifs environnementaux et la PAC, la biodiversité et l'atténuation du changement climatique, la transformation du système alimentaire et la sylviculture.

Secrétariat du ForumforAg 2022



In collaboration with



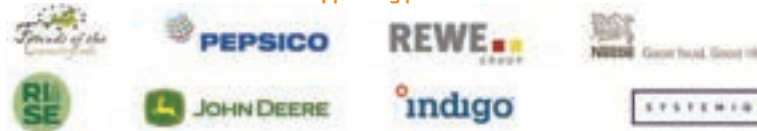
Founding partners



Strategic and international partners



Supporting partners



Event under the patronage
of the Czech Presidency of
the Council of the European Union



Gunnar PALME, président de l'Association suédoise des propriétaires fonciers, a accueilli les participants du ForumforAg. Bien que l'agriculture soit le thème central de cette journée, il a déclaré que le lieu de la réunion impliquait de prendre également en compte la foresterie.

Janez POTOČNIK, président du ForumforAg et de la Fondation RISE et co-président du Panel international des ressources du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a prononcé le discours d'ouverture. Il a souligné le rôle crucial que jouent les ressources naturelles. Elles «constituent la base des biens, des services et des infrastructures qui composent notre système économique actuel». M. POTOČNIK a déclaré que les prochaines Perspectives des ressources mondiales du PNUE redéfiniraient les secteurs en tant que systèmes, en se concentrant sur ceux qui répondent à des besoins humains connexes tels que la nutrition, la mobilité, le logement, les biens de consommation

essentiels, l'eau et l'énergie. Cela permettrait une innovation intersectorielle et un modèle économique plus adapté à l'avenir. Il a souligné les pressions fondamentales à l'origine de cette transformation. «Changer notre relation avec les ressources naturelles, avec la nature, est en définitive un impératif économique, de sécurité et de résilience.»

Ladislav MIKO, conseiller du ministre de l'environnement et envoyé spécial du gouvernement tchèque pour les négociations internationales sur la biodiversité et les services écosystémiques, a envoyé un message vidéo depuis Montréal où il dirigeait la représentation de la présidence de l'UE à la COP15 - la 15e conférence des parties à la Convention des Nations unies sur la diversité biologique. L'objectif de la COP 15, a-t-il expliqué, est de convenir d'un cadre mondial pour la biodiversité après 2020, à l'instar de l'accord de Paris de 2015 sur le changement climatique. L'UE cherche à protéger 30 % des terres et des mers dans le monde et à mettre davantage l'accent sur la restaura-

tion de la biodiversité et la protection des services écosystémiques. «Je veux que nous nous mettions d'accord sur un cadre mondial pour la biodiversité à la fin de l'année... parce que cela peut améliorer la vie sur cette planète pour nous tous», a-t-il déclaré.

Sécurité alimentaire, plans stratégiques nationaux, objectifs environnementaux

Tous les intervenants du panel «Sécurité alimentaire et plans stratégiques nationaux - comment atteindre les objectifs environnementaux» ont convenu du rôle crucial que l'innovation doit jouer pour atteindre les différents objectifs.

Dans son discours d'ouverture, Tassos HANIOTIS, ancien directeur de la stratégie, de la simplification et de l'analyse des politiques à la DG AGRI de la Commission européenne, a mis en évidence l'extrême incertitude qui règne dans trois domaines interdépendants : les marchés agricoles et alimentaires, les marchés



Per FRANKELIUS, Algis GAIZUTIS, Åsa WOLGAST BROBERG, Mark TITTERINGTON, Tiffanie STEPHANI (sur l'écran)



Carl-Henrik LJUNG, Alexandre AMARAL, Jurgen TACK, Mark TITTERINGTON



Gabriel MÖRNER, Linda ERIKSSON, Pierre-Olivier DREGE, Tomas LUNDMARK, Ana ROCHA, Constantin KINSKY (sur l'écran)

de l'énergie et les nouvelles mutations des flux commerciaux. Cette combinaison fait grimper les prix et risque d'avoir des répercussions très asymétriques sur les régions et les secteurs.

Per FRANKELIUS, PhD, professeur associé en administration des affaires à l'université de Linköping, a abordé dans son discours d'ouverture la question suivante : «*Comment atteindre les objectifs environnementaux et économiques en même temps : Une question de tradition, d'initiation ou d'innovation ?*». Il s'est dit convaincu que les deux objectifs sont réalisables, soulignant comment le développement technologique a rendu l'agriculture deux fois et demie plus productive aujourd'hui qu'en 1950.

Åsa WOLGAST BROBERG, directrice adjointe au Ministère suédois de l'entreprise et de l'innovation, département des affaires rurales, a présenté les détails du plan stratégique national de la Suède pour la PAC. Ce plan représente environ 6 milliards d'euros, dont 75% proviennent de l'UE et 25% du gouvernement. L'un des principaux objectifs est de simplifier ce qui était auparavant une administration très lourde et de trouver «*une nouvelle façon de faire la PAC en Suède*». Le gouvernement aide les agriculteurs et les propriétaires fonciers à s'attaquer aux problèmes environnementaux et climatiques qu'il ne peut résoudre lui-même.

Tiffanie STEPHANIE, vice-présidente des relations gouvernementales européennes et de la communication externe de Yara International - Région Europe, a convenu que l'innovation était essentielle «*parce qu'en fin de compte, il n'y a pas d'autre moyen de progresser vers de meilleures pratiques et de transformer ensemble le système agroalimentaire*». Yara modifie la manière dont elle produit les engrais, améliore leur utilisation et a élaboré une feuille de route de décarbonisation pour ses différentes usines.

Algis GAIZUTIS, président de l'Association des propriétaires forestiers et fonciers de Lituanie, a appelé à «*moins de bureaucratie et plus de compétence*» dans la réglementation du secteur pour permettre aux propriétaires fonciers d'être économiquement viables et de fournir les denrées alimentaires requises. En Lituanie, il est question de suivre l'exemple de la Suède et d'exclure certaines activités de la PAC.

Intégrer l'atténuation du climat et la régénération de la biodiversité dans la transformation du système alimentaire

Un groupe d'experts représentant les propriétaires fonciers, l'industrie et la recherche gouvernementale a discuté des moyens d'intégrer l'atténuation du climat et la régénéra-

tion de la biodiversité dans la transformation du système alimentaire. Les idées soulevées vont de l'innovation technique aux incitations économiques en passant par une communication plus efficace sur la contribution de l'agriculture à la transformation.

Carl-Henrik LJUNG, Market Manager Suède, Syngenta, a entamé la discussion en expliquant que la transformation du système alimentaire était un élément important du travail de l'entreprise. Celle-ci se concentre en grande partie sur la protection des cultures afin de réduire les émissions de CO₂ et d'obtenir un rendement maximal par hectare. Alexandre AMARAL, chercheur et conseiller auprès du conseil d'administration d'Embrapa, a suivi en donnant des exemples de techniques innovantes développées au Brésil en partenariat avec le secteur privé. Il s'agit notamment de l'azote biologique et de l'utilisation de microbes pour économiser le phosphore dans le sol.

Jurgen TACK, directeur scientifique de ELO, a souligné l'importance des incitations économiques pour conduire la transformation nécessaire. Les solutions techniques innovantes ne suffisent pas à elles seules. Le développement de l'agriculture du carbone montre également comment des paiements peuvent être effectués pour les services écosystémiques.

Résumant les observations, le modérateur, Mark TITTERINGTON, conseiller principal, stratégie et partenariats, ForumforAg, a noté : «*Il y a ici quelque chose à propos de l'autonomisation et de la confiance que nous devons encourager*».

Quel est le type de forêt dont nous avons besoin à la suite des scénarios de changement climatique ?

La dernière session consacrée à la sylviculture, modérée par Ana ROCHA, directrice des politiques européennes, ELO, s'est déroulée le lendemain de la présentation par la Commission européenne d'une proposition de cadre européen de certification pour l'absorption du carbone.

L'orateur principal, le professeur Tomas LUNDMARK, professeur (titulaire de la chaire) de sylviculture, d'écologie et de gestion forestières à l'Université suédoise des sciences agricoles d'Umeå et membre de l'Académie royale suédoise des forêts et de l'agriculture, a commencé par dire que les forêts présentent des avantages pour le climat de deux manières différentes. L'une élimine le carbone de l'atmosphère. L'autre fournit des services et des produits. La première compense les émissions provenant de sources telles que le pétrole et le ciment. La seconde fournit du bois pour

remplacer ces produits. Alors que l'Union européenne envisage de certifier l'élimination du carbone, il invite les propriétaires fonciers à participer au débat. «*Si vous voulez influencer le débat d'une manière ou d'une autre, c'est le moment ou jamais*».

Menaces sur les forêts

Pierre-Olivier DRÈGE, Président de ELO, Fondation François Sommer (France) a été le premier des répondants. Il a identifié le changement climatique comme l'une des principales menaces, car les forêts souffrent des nouvelles conditions qu'il apporte. Il a rejeté les critiques concernant la surexploitation des forêts, soulignant plutôt les dangers des incendies et des maladies si les arbres ne sont pas gérés correctement et sont finalement abattus par la nature.

Linda ERIKSSON, directrice des forêts à la Fédération suédoise des industries forestières, a appelé les décideurs politiques à «*voir l'ensemble du tableau*». Elle a reproché à la Commission européenne de se concentrer sur les forêts en tant que puits «*et pas tellement sur la partie qui pourrait contribuer à la substitution par le bois et la bioénergie*».

Constantin KINSKY, vice-président et membre du conseil d'administration de la Chambre des forêts privées de la République tchèque (SVOL), a identifié le «*comportement humain*» comme la principale menace pour les forêts. Critiquant l'idée selon laquelle «*ne rien faire est la bonne chose à faire*», il a appelé à un «*changement d'état d'esprit*» parmi les régulateurs, les politiciens et les décideurs politiques «*pour passer de la prescription à la motivation*».

Gabriel MÖRNER, de l'Association des propriétaires fonciers suédois, a souligné la grande diversité des forêts d'Europe et a partagé la critique des politiciens qui tentent d'imposer une politique d'en haut. Ils pourraient peut-être définir des stratégies générales et fournir des services de soutien tels que l'éducation, mais devraient faire confiance aux forestiers pour s'occuper de leurs propres propriétés. La responsabilité et la gestion devraient «*faire partie de la responsabilité des propriétaires fonciers*».

Au cours de la journée, des présentations ont également été faites sur les résultats de la série d'ateliers sur l'agriculture régénérative du ForumforAg et de la série d'ateliers sur la foresterie : Comment combler le fossé entre la société civile et la chaîne de valeur forestière.

Pour lire le résumé complet et pour regarder l'enregistrement de la discussion complété :
www.forumforagriculture.com



JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE

FARM SMART, PROFIT MORE

CONNECT TO YOUR DEALER TO GET THE MOST
OUT OF YOUR FARMING BUSINESS



Take control of your yields with smart farming technology from John Deere and access the full potential of your fields. Send yield and applications maps wirelessly to and from the John Deere Operations Center™ for a seamless precision farming experience. Let us help lower your input costs and boost your yield potential while maintaining effortless regulation compliance.



**GET JOHN DEERE
OPERATIONS CENTER™
NOW, FOR FREE**



Apple



Google Play

Déclaration de Stockholm

Les propriétaires et gestionnaires fonciers européens demandent à l'UE de repenser le règlement sur la restauration de la nature [COM (2022) 304 final] et le règlement sur l'utilisation durable de la protection des végétaux [COM (2022) 305 final].

Nous, propriétaires et gestionnaires de terres agricoles et de forêts de toute l'Europe, sommes les gardiens de nos terres rurales et de nos ressources naturelles, et nous sommes en première ligne face aux effets du changement climatique. Par conséquent, nous souscrivons pleinement aux objectifs de neutralité climatique et de sauvegarde des écosystèmes. Notre activité quotidienne vise à combiner la production de nourriture, de bois et d'autres ressources de manière durable, avec la protection de notre environnement et avec notre responsabilité en tant qu'employeurs et entrepreneurs dans les zones rurales.

Dans ce contexte, nous considérons que les propositions de loi européenne sur la restauration de la nature et de règlement sur l'utilisation durable, dans leur forme actuelle, sont peu pratiques et difficiles à comprendre par rapport aux objectifs de neutralité carbone et de croissance verte proposés par le Pacte vert européen. **Plus précisément, nous pensons que la loi européenne sur la restauration de la nature et le règlement sur l'utilisation durable:**

... n'offrent pas de solutions adéquates aux changements irréversibles causés par le changement climatique

Le changement climatique modifie nos écosystèmes et remet en question la façon dont nous gérons nos ressources naturelles. Si nous nous contentons de rétablir la situation d'il y a quelques décennies, du moins les 70 dernières années comme le mentionne la proposition, nous contribuerons activement à la perte de biodiversité. Les écosystèmes résilients impliquent que nous nous adaptions à la nouvelle normalité, à des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents, porteurs d'incertitudes et de difficultés que nous ne mesurons pas encore totalement. Si nous voulons vraiment avoir des écosystèmes sains, nous devons aller au-delà de la seule protection et de la restauration et nous concentrer sur l'adaptation et la résilience.

... mettent en péril les entreprises rurales et affaiblissent la compétitivité

Les propriétaires et gestionnaires fonciers sont des employeurs importants dans les zones rurales. En Europe, 9,2 millions d'emplois sont fournis par l'agriculture et un demi-million de personnes sont employées dans les activités de foresterie et d'exploitation forestière (2018)¹. De même, de nombreuses chaînes d'approvisionnement régionales dépendent de notre capacité à gérer nos terres pour une



Les participants de l'AG d'ELO

production durable. Par ses restrictions, la loi sur la restauration de la nature et le règlement sur l'utilisation durable menacent nos entreprises et donc des millions d'emplois dans les zones rurales.

... laissent des problèmes de financement non résolus

La proposition de restauration de la nature, en particulier, laisse sans réponse la question du financement. En l'absence de compensations et d'incitations adéquates, les mesures auront un impact négatif immédiat sur les gestionnaires des terres, car les coûts réels dépassent les bénéfices potentiels. Pour garantir une compensation financière équitable à long terme, il est nécessaire de mettre en place des systèmes contractuels volontaires et d'évaluer correctement les services écosystémiques.

... ne tiennent pas compte de la diversité des paysages de l'Europe

Compte tenu de l'hétérogénéité des paysages européens, nous avons besoin de davantage d'approches ascendantes au lieu d'une solution européenne «taille unique». Les deux dossiers prétendent établir un plan directeur pour la nature en Europe là où il n'y en a pas. Il

est important que les principes de subsidiarité et de proportionnalité soient respectés.

... compromettent la sécurité alimentaire et énergétique

Selon nous, c'est une erreur fondamentale de simplement restreindre la production européenne de denrées alimentaires et de matières premières renouvelables. Nous devons réduire le gaspillage alimentaire et l'intensité des émissions des aliments produits, et aborder les questions de régime alimentaire. Les restrictions de production appliquées seules mettent en péril la sécurité d'approvisionnement de l'Europe à une époque de graves perturbations du marché et d'imprévisibilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. Elles affaiblissent également notre capacité à contribuer au caractère abordable de l'alimentation et de l'énergie. Si la disponibilité des denrées alimentaires n'est pour l'instant pas en jeu dans l'UE, l'accessibilité financière des denrées alimentaires pour les ménages à faibles revenus est une préoccupation croissante. En outre, la production agricole de l'UE sera affectée par les dépendances stratégiques de l'UE à l'égard d'un certain nombre d'intrants clés².



Helene HOLSTEIN, directrice générale adjointe, Ministère de l'Entreprise et de l'Innovation ; Pierre-Olivier DREGE, président d'ELO, Lars OLSSON, directeur, ministère des Entreprises et de l'Innovation

Assemblée générale d'ELO en Suède

Plus de 50 personnes, représentant 21 pays européens, ont participé à l'Assemblée Générale d'ELO qui s'est tenue les derniers jours de novembre à Stockholm. L'événement était co-organisé par le Sveriges Jordägareförbund, organisation membre d'ELO en Suède, ce pays devant prendre la présidence du Conseil de l'UE à partir du 1er janvier.

Les participants ont eu l'occasion d'échanger avec les représentants du Ministère de l'Entreprise et de l'Innovation, de la Division des Forêts, de l'Environnement et de la Recherche et de la Division de la Production Alimentaire et de l'Agriculture sur les priorités de la Présidence suédoise pour l'UE avant leur présentation officielle.

Ont suivi la présentation des actions et activités d'ELO par Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire Général d'ELO, et le "tour de table", qui a permis à toutes les organisations membres de présenter les derniers développements et les questions les plus pressantes de leurs organisations et pays, qui comprenaient entre autres les Plans Stratégiques Nationaux de la PAC, la Stratégie des Sols, et l'état d'avancement de la stratégie forestière de l'UE.

Le vote unanime de l'AG a adopté la **Déclaration de Stockholm**.

La prochaine AG aura lieu du 31 mai au 1er juin en Espagne. Le Secrétariat d'ELO saisit cette occasion pour remercier chaleureusement l'Association des propriétaires fonciers suédois, en particulier Anders GRAHN et Eva WEIJBER, pour leur soutien continu à l'organisation de cet événement.

ELO's main message for the Swedish Presidency regarding its priorities affecting land management, farming and forestry

The ELO calls on the Swedish Presidency to:

1. **Unlock the potential of land-based sectors for an EU Green Deal**
2. **Address food and energy security issues**
3. **Stimulate a vibrant, diverse and multifunctional forest sector**
4. **Focus on incentives for nature restoration and other Biodiversity targets**
5. **Integrate responsibly the 2030 Farm to Fork targets in EU legislation**
6. **Striving for competitive sustainable food systems**
7. **Support a strong CAP that remains the best tool for land managers**
8. **Future-proof our European rural areas**

... peuvent entraîner des incidences négatives sur la biodiversité et le déplacement de l'empreinte écologique de l'UE.

Si certaines espèces ont besoin de zones protégées pour prospérer, il existe de nombreuses espèces dont les habitats préférés sont des habitats créés par l'homme et gérés, comme les forêts gérées durablement. La restriction de la production³, lorsqu'elle ne s'accompagne pas d'une utilisation plus efficace, conduit inévitablement à des délocalisations de la production vers des régions du monde qui ne respectent pas les mêmes normes environnementales, ce qui entraîne des fuites de carbone et l'exportation de problèmes environnementaux. En outre, les restrictions imposées à la production de matières premières renouvelables entraînent le remplacement par des matériaux plus gourmands en énergie, dont l'empreinte environnementale est plus importante. Nous notons ici qu'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) n'est pas encore en place.

...mettent en doute la confiance des praticiens

Une approche descendante est susceptible d'entraver la volonté de coopération des propriétaires fonciers. Les propriétaires fonciers et les gestionnaires de terres agricoles et de forêts de toute l'Europe ont manifesté leur soutien à la mise en œuvre du réseau Natura 2000 à condition que les activités sociales et économiques puissent être combinées aux objectifs écologiques. Au cours des 30 dernières années, la composante sociale et économique de cet accord a été/est systématiquement mise à mal. La loi européenne sur la restauration de la nature ne fera qu'ajouter à ce sentiment négatif, ce qui risque de contre-carrer les objectifs énoncés dans les politiques européennes en matière de nature.

Par conséquent, nous appelons la Commission européenne, le Conseil européen et le Parlement européen à repenser la loi européenne sur la restauration de la nature et le règlement sur l'utilisation durable pour mieux répondre aux défis climatiques et mieux équilibrer la production durable et la protection de la biodiversité, avant tout d'analyser leurs conséquences négatives involontaires.

Cette déclaration a été adoptée par les représentants des propriétaires fonciers de différents pays européens, à Stockholm le 30 novembre 2022 lors de l'AG d'ELO.

1 Statistiques de l'agriculture, des forêts et de la pêche - édition 2020 Eurostat

2 <https://epthinktank.eu/2022/05/20/future-shocks-2022-safeguarding-eu-and-global-food-security/>

3 selon les calculs de l'Institut Thünen, financé par l'État allemand, la mise en œuvre des objectifs fixés dans la stratégie de l'UE en matière de biodiversité, que la loi sur la restauration de la nature vise à atteindre, réduirait la production allemande de bois jusqu'à 48 %.



© UNCClimatchange

Résultats et affaires inachevées de la COP27

Michael SAYER, Conseiller spécial de ELO

La COP27 à Sharm el-Sheikh n'a fait qu'un seul grand pas en avant, celui d'accepter le principe d'un mécanisme pour les pertes et dommages. Ce mécanisme (une fois les modalités convenues) permettrait aux pays en développement vulnérables de recevoir une aide de la part des pays développés

(hémisphère Nord) qui sont historiquement responsables de la majeure partie des émissions de gaz à effet de serre. Ce principe a longtemps fait l'objet d'une résistance, mais a été concédé après un changement de position de l'UE à Charm el-Cheikh. Néanmoins, le principe d'aider les pays développés, que ce soit par le biais du Fonds vert pour le climat ou du mécanisme de compensation des pertes et dommages, est une évidence. Le changement climatique est susceptible de briser toutes les frontières politiques de la planète au cours de la vie de nombreuses personnes vivant aujourd'hui, et il existe déjà une situation où il est peu judicieux, en termes généraux, de faire la distinction entre les réfugiés politiques, économiques et environnementaux. Il est clair que les pays du Nord investissent pendant qu'il y a encore une ressource précieuse à protéger.

Voilà pour les nouvelles positives.

Cependant, il n'y a eu aucun renforcement de la décision prise lors de la COP26 à Glasgow l'année dernière concernant la «réduction progressive» du charbon, sans parler de l'intégration d'autres combustibles fossiles dans le principe (comme le propose l'Inde).

Le texte ne mentionne pas non plus la nécessité d'un pic des émissions en 2025, comme l'Agence internationale de l'énergie le suggère. Or, le budget carbone permettant de maintenir le réchauffement à 1,5 degré est presque épuisé : il faut réduire fortement les émissions de CO2 entre 2025 et 2030, et éliminer les combustibles fossiles et la déforestation vers 2035.

D'autres États ont accepté l'engagement pris à Glasgow en 2021 de réduire les émissions de méthane de 30 % d'ici à 2030, sans toute-

fois inclure l'Inde, la Chine ou la Russie.

Le gouvernement britannique a donné une performance particulièrement chaotique. Le roi avait été invité (en tant que prince de Galles), mais Mme TRUSS, nommée Premier ministre deux jours avant la mort de la reine Elizabeth II, était réticente à sa présence. Elle s'y rendrait elle-même. Avant que la COP n'arrive, elle n'était plus Premier ministre. M. SUNAK a rétrogradé Alok SHARMA, le président britannique de la COP26, de son rang de ministre et n'a pas voulu y aller. Sous le feu des critiques de M. SHARMA, il y est finalement allé, mais quelques semaines plus tard, son gouvernement (Gove était le ministre responsable) a autorisé l'ouverture d'une nouvelle mine de charbon.

La déception suscitée par la COP27 s'explique par le fait que le premier bilan mondial après Paris était prévu pour la COP28. C'est à ce moment-là que de nombreux pays s'attendaient à ce que le niveau d'ambition soit abordé dans le cadre de la révision des contributions déterminées au niveau national (CDN), dont certaines ne prévoient d'atteindre le niveau zéro qu'en 2060 (Chine) ou 2070 (Inde). Toutefois, à Glasgow, les pays ont été exhortés à présenter leurs CDN d'ici la COP27.

En outre, étant donné que les inventaires nationaux, et donc les CDN, rendent compte des émissions à la source, les pays peuvent toujours, en fait, «délocaliser» les émissions, ce qui ne correspond pas à leurs CDN et maintient une production et une consommation non durables dans leur pays. Des politiques climatiques plus strictes dans des pays plus ambitieux pourraient accentuer ce problème, ce qui explique le projet de mécanisme

AGRILAND

Exploitant et/ou coordinateur d'exploitations agricoles

Belgique
support@agriland.farm
© +32 (0)10 23 29 00

France
support@agriland.farm
© +33 (0)6 30 14 23 45

www.agriland.be



Le projet Veitshöchheimer Hempmix de l'Institut d'État bavarois pour la viticulture et l'horticulture (LWG) reçoit le prix des pratiques de gestion des terres des mains du secrétaire général de ELO, Thierry de l'ESCAILLE.

Et les lauréats du « European Bee Award » sont...

Un mélange de fleurs sauvages pour la production de biogaz et un système de surveillance des ruches. La quatrième édition du « European Bee Award » a annoncé les gagnants lors d'une cérémonie au Parlement Européen le 6 décembre. Après deux éditions avec des restrictions liées au COVID, cet événement a montré une fois de plus l'intérêt et l'importance croissants de l'initiative établie par ELO et l'Association européenne de la machinerie agricole (CEMA). ELO et CEMA ont été ravis de remettre des prix d'une valeur de 4 000 € aux gagnants de cette année dans deux catégories



10

Catégorie « Pratiques de gestion des terres » : Veitshöchheimer Hempmix

Le «Veitshöchheimer Hempmix» est un mélange de fleurs sauvages pour la production de biogaz, combinant productivité et biodiversité. Plusieurs fleurs sauvages annuelles, bisannuelles et pérennes produisant de la biomasse et offrant de riches ressources florales ont été combinées dans ce mélange de graines afin de garantir le rendement de la biomasse et la richesse des espèces pendant au moins cinq ans. Le «Hempmix» fleurit de mai à la récolte de fin juillet. En moyenne, il fournit 45 % du rendement en méthane par hectare du maïs conventionnel. Après la récolte, les fleurs sauvages recommencent à fleurir en août, et fournissent des ressources florales jusqu'à l'automne. Le «Hempmix» attire de nombreux insectes, ainsi que des oiseaux et des mammifères pour la recherche de nourriture et la reproduction, et de nombreuses espèces d'abeilles récoltent le nectar et le pollen des plantes. Le miel peut être récolté mais aussi utilisé comme nourriture d'hiver. Le «Veitshöchheimer Hempmix» est un outil

permettant aux agriculteurs conventionnels d'accroître la biodiversité de leurs champs sans avoir à les retirer de la production, et suscite un grand intérêt de la part des praticiens et des citoyens. Le «Hempmix» a été mis au point par l'institut bavarois de la viticulture et de l'horticulture en Allemagne.

Catégorie « Solutions innovantes et technologiques » : l'apiculture informatique par AmoHive

Le projet gagnant «IT Beekeeping by AmoHive» a développé un modèle de ruche qui surveille l'activité de la ruche à l'aide d'une balance électronique, de capteurs de température, d'un GPS et d'un panneau solaire. Un algorithme traite les données, adapte les paramètres de la ruche si nécessaire et informe l'apiculteur du moment où il doit intervenir. L'algorithme contrôle la puissance, la capacité et l'efficacité de chaque ruche du rucher et surveille la production de miel sur une base horaire. Les données de toutes les ruches AmoHive sont envoyées à un serveur central pour des analyses à long terme et peuvent être suivies en temps réel

par l'apiculteur grâce à une application. Sur la base de cette application et des données recueillies au cours des dernières années, AmoHive a créé un cours éducatif interactif dans lequel les enfants peuvent suivre l'activité des ruches à tout moment, en différentes saisons ; quand elles sortent, comment elles se préparent pour l'hiver, quand et comment récolter le miel,... Le logiciel et les ruches AmoHive ont déjà été mis en œuvre dans 10 ruchers au Canada, en Pologne, en Allemagne et en Ukraine, où ils ont réussi à utiliser l'innovation numérique pour améliorer la production agricole et éduquer la jeune génération, «les apiculteurs du futur». Vous trouverez de plus amples informations sur leur site web : www.amohive.com

Une **mention spéciale** du jury a été décernée au « Birr Castle Bee Project » par le « Birr Castle Estate » irlandais. En 2019, le domaine du château de Birr a répondu à la situation désespérée des abeilles irlandaises et de leurs habitats en déclin dramatique en mettant en œuvre le projet d'habitat des abeilles du château de Birr. Ils ont mis en œuvre des changements ambitieux dans la gestion des terres



Le projet IT Beekeeping d'AmoHive reçoit le prix Solutions innovantes et technologiques des mains du président d'honneur du CEMA, Gilles DRYANCOUR

Le projet «Birr Castle Bee» du domaine de Birr Castle reçoit la mention spéciale du jury de Bettina DOESER, chef d'unité à la Commission européenne

et des forêts sur les 900 hectares du domaine afin de créer, protéger et améliorer l'habitat des abeilles partout où cela était possible. Parfois, il suffisait de mieux comprendre pourquoi et comment les abeilles utilisaient une zone ou un élément du paysage, ce qu'ils ont fait en organisant des journées de visite et des programmes éducatifs à petite échelle. «Les changements ont eu un impact plus important que nous n'aurions jamais pu l'anticiper, l'avenir est un peu plus brillant maintenant pour les abeilles à Birr.» Pour plus d'informations sur le domaine du château de Birr : www.birrcastle.com

Depuis sa création en 2014, le « European Bee Award » récompense des projets très engagés pour améliorer le bien-être des pollinisateurs et les pratiques agricoles respectueuses des abeilles. L'hôte de la cérémonie, l'eurodéputé Franc BOGOVIČ (PPE, Slovénie), a souligné l'importance en déclarant que « la sécurité alimentaire dans l'UE a été considérée comme acquise, mais il ne peut y avoir de nourriture sans pollinisateurs. De nombreuses nouvelles mesures politiques européennes sont favorables aux pollinisateurs pour cette raison, mais nous en avons besoin dans un environnement dans lequel les agriculteurs peuvent

produire de la nourriture et avoir leur revenu, aussi. Nous pouvons le faire ; cela va de pair avec l'amélioration de leur durabilité et de leur production. »

Bettina DOESER, chef d'unité à la Commission européenne, a remercié les représentants des 27 projets qui se sont engagés dans l'édition de cette année : « Vous faites déjà ce que nous voulons faire à plus grande échelle avec les initiatives stratégiques de la Commission européenne. Nous vous remercions pour votre travail et vous demandons de continuer à être les praticiens et les fondateurs des bonnes pratiques et de la gestion des pollinisateurs ».



Les lauréats du Prix avec le président du jury Michael GARRATT, Thierry de l'ESCAILLE, le député croate Marin MILETIC, Bettina DOESER et Franc BOGOVIC

En 2022, le concours « European Bee Award » a reçu 27 candidatures provenant de 16 pays européens différents. La cérémonie a rassemblé des apiculteurs, des décideurs politiques européens et nationaux, des gestionnaires fonciers, des universitaires et des représentants du secteur agroalimentaire qui ont échangé leurs bonnes pratiques, tout en s'inspirant de nouvelles idées sur la façon de protéger les abeilles et de renforcer la biodiversité en Europe.

Pour en savoir plus sur ce prix, veuillez consulter :

- www.europeanlandowners.org
- www.cema-agri.org
- [#EUBeeAward](https://twitter.com/EUBeeAward)

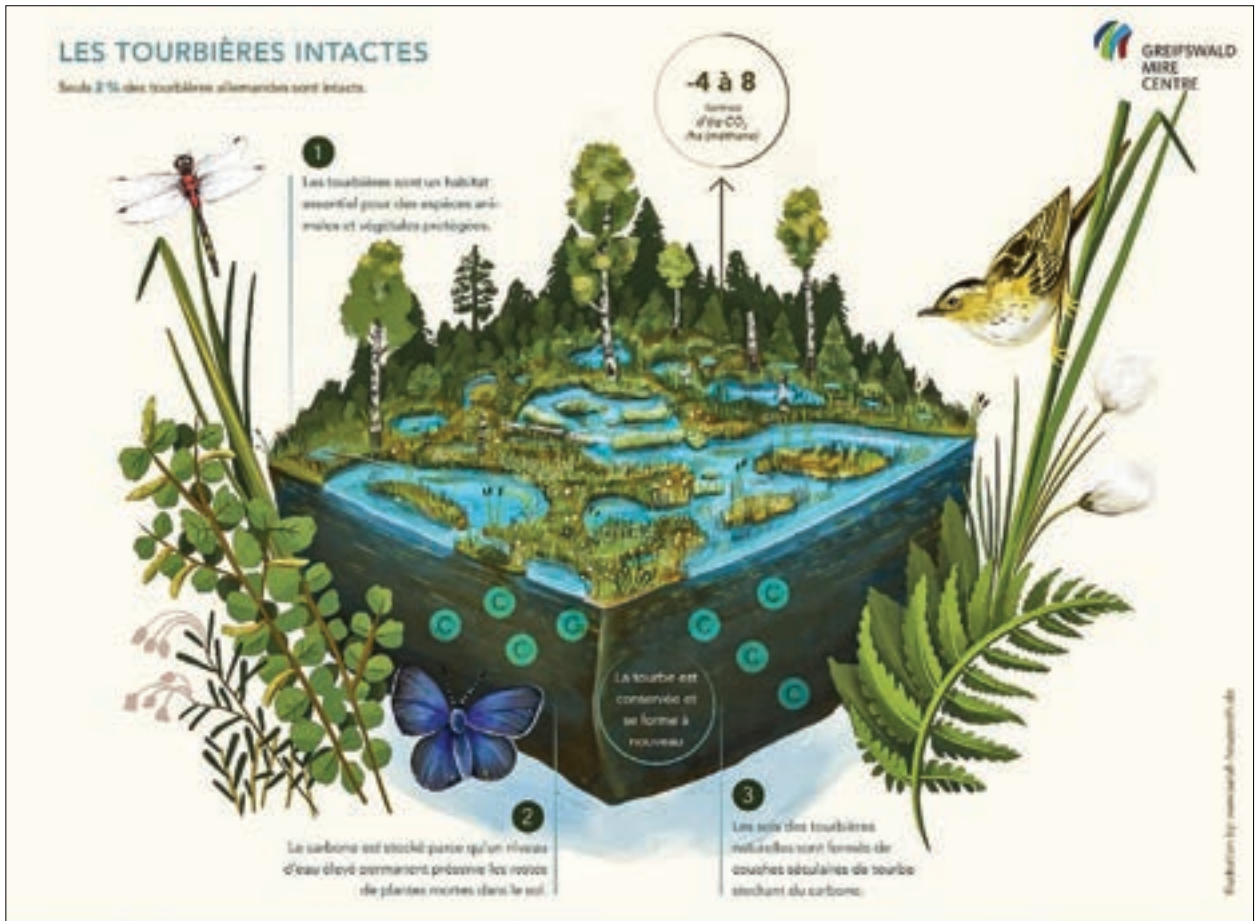


Illustration d'une tourbière saine - Crédits : Greifswald Mire Center

Stocker le carbone dans les tourbières grâce à l'agriculture durable

La restauration des tourbières est un élément important pour atteindre l'objectif révisé de l'UTCF, à savoir l'élimination nette de 310 MtCO₂eq d'ici à 2030 en Europe, et pour atteindre la neutralité climatique par la suite. Les tourbières saines sont d'incroyables réserves et puits de carbone potentiels. Cependant, lorsqu'elles sont drainées ou dégradées, elles commencent à émettre du carbone et contribuent au réchauffement climatique, tout en menaçant la biodiversité et la qualité de l'eau. Le projet « Carbon Connects », financé par le programme européen Interreg Europe du Nord-Ouest, dont ELO fait partie, s'appuie sur ces résultats et vise à réduire l'empreinte carbone des tourbières dégradées. Cela se fera par l'introduction de nouveaux modèles commerciaux biosourcés développés en collaboration avec les agriculteurs et en débloquant des opportunités de financement auprès d'investisseurs privés.

12

Clara DIEBOLT, AC3A & Anna DE BOECK, ELO



L'Europe compte 241 812 km² de tourbières diversifiées¹ qui, une fois asséchées, se transformeront de puits en d'énormes et irrépressibles émetteurs de carbone. Actuellement, on estime que 50 % des tourbières de l'UE sont dégradées². Le projet « Carbon Connects » a donc réuni des partenaires européens et des agriculteurs convaincus de la nécessité de restaurer les tourbières du nord-ouest de l'Europe pour lutter contre les émissions de carbone. L'objectif du projet est de réduire les émissions de gaz à effet de serre causées par les pratiques d'assè-

chement, tout en proposant de nouveaux modèles économiques viables et durables d'utilisation des tourbières qui soutiennent les agriculteurs. Mené par des partenaires de Belgique, de France, d'Allemagne, d'Irlande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, le projet « Carbon Connects » a pu gérer et innover 10 sites pilotes dans le nord-ouest de l'Europe.

Une boîte à outils pour aider les agriculteurs à adopter de nouvelles pratiques

Grâce aux expériences des sites pilotes, ces

pratiques innovantes ont été répertoriées dans une boîte à outils appelée « Carbon toolbox » (ndlr. boîte à outils carbone) disponible sur le site Web de Carbon Connects (<https://sites.google.com/view/c-toolbox/>). Elle vise à encourager l'adoption de nouvelles pratiques et l'apprentissage collaboratif entre les agriculteurs. La « Carbon toolbox » facilite également l'interaction entre les agriculteurs, les experts, les entreprises, les organisations gouvernementales et les ONG par le biais d'un réseau européen de gestion des tourbières, auquel peuvent

adhérer toutes les parties prenantes concernées par les tourbières.

Développé sur la base des enseignements tirés de 5 projets européens, cet outil se concentre largement sur les secteurs d'avenir tels que la culture des roseaux et des sphaignes. Une pratique qui a également été largement utilisée dans le cadre du projet « Carbon Connects ». En outre, l'outil fournit également un aperçu de tous les principaux sites pilotes du nord-ouest de l'Europe où la gestion durable des tourbières est appliquée.

Estimez les émissions de carbone de vos tourbières

Pour aider les agriculteurs et les gestionnaires de tourbières à prendre des décisions, les partenaires du projet « Carbon Connects » ont mis au point un calculateur d'émissions de carbone. En tenant compte des niveaux d'eau, de la profondeur de la tourbe, de la surface, du type de végétation, de la fertilisation et des pratiques culturales, il est possible d'évaluer les émissions de gaz à effet de serre (CO₂, CH₄, N₂O) de l'exploitation avant et après la réhumidification, ce qui permet d'élaborer des scénarios de séquestration du carbone dans le cadre d'un plan de restauration des tourbières.

Cet outil est disponible à ce lien : <https://bit.ly/CC-SET>.

Vers un meilleur soutien financier aux agriculteurs

De nombreux exploitants de tourbières du nord-ouest de l'Europe hésitent à passer à de nouvelles pratiques en raison du manque d'opportunités financières, de mécanismes de compensation et de certitude du marché. Les produits des tourbières gérées de manière durable devraient également être mieux valorisés économiquement afin de soutenir la transition vers une gestion durable des tourbières.

Dans ce contexte, un rapport a récemment été publié par les partenaires de « Carbon Connects », dirigés par AC3A, sur les bases et la méthodologie d'un système de crédits carbone pour les tourbières du nord-ouest de l'Europe. L'objectif de cette méthodologie est de mobiliser de nouvelles ressources privées par le biais de crédits carbone pour des projets de ré-humidification, de restauration et de gestion durable et de pratiques agricoles dans les tourbières drainées et dégradées.

De nombreuses entreprises privées pourraient aujourd'hui investir dans la restauration des tourbières dans le cadre de leur politique de RSE ou pour atteindre leurs objectifs de compensation carbone, mais elles manquent de connexions, de mécanismes financiers ou d'un cadre suffisamment fiable pour certifier les crédits carbone. C'est une question que le projet « Carbon Connects » vise à analyser depuis 2021 avec une nouvelle phase d'activités. Jusqu'en décembre 2023, les efforts des partenaires du projet se concentreront sur la mise en place de nouvelles incitations financières pour faciliter la restauration des tourbières. Il s'agit d'évaluer les besoins des entreprises privées en matière de RSE et de compensation carbone et de mettre en relation les financeurs et les porteurs de projets potentiels.

Mettre en relation les agriculteurs et les financeurs

Pour que les projets de restauration puissent être menés à bien tout en maintenant une activité agricole durable et viable sur les terres impactées, des mesures incitatives et un financement compensatoire sont nécessaires. Les partenaires du projet déve-

loppent actuellement un certain nombre d'outils pour faciliter la mise en relation des agriculteurs et des investisseurs privés afin d'activer le financement de la restauration des tourbières. De l'Allemagne à l'Irlande, en passant par la France, les partenaires de « Carbon Connects » vont organiser cinquante réunions entre agriculteurs et financiers privés pour donner un coup d'envoi plus concret à la mise en œuvre de paiements pour services environnementaux. L'objectif est de débloquer 400 000 euros d'investissements privés pour la restauration des tourbières dans le nord-ouest de l'Europe, tout en soutenant les agriculteurs et les propriétaires terriens, et à plus long terme de pouvoir proposer de nouvelles méthodes de financement à plus grande échelle.

¹ Tanneberger, Franziska, et al. "The peatland map of Europe." (2017). *Mires and Peat*, Volume 19.

² Tanneberger, F.; Moen, A.; Barthelmes, A.; Lewis, E.; Miles, L.; Sirin, A.; Tegetmeyer, C.; Joosten, H. Mires in Europe—Regional Diversity, Condition and Protection. *Diversity* **2021**, *13*, 381. <https://doi.org/10.3390/d13080381>



La sphaigne, plante emblématique des tourbières, peut retenir jusqu'à 20 fois son poids en eau. Crédits : Clara DIEBOLT



Le projet FarmElder

Julian CORTES, ELO

FarmElder est un projet financé par le programme Erasmus+, coordonné par l'Université technologique du Shannon (TUS), qui a commencé en janvier 2022. Le projet vise à démontrer les moyens par lesquels l'agriculture sociale peut répondre à certains des besoins essentiels des populations vieillissantes en Europe.

Parmi les principaux besoins identifiés dans le cadre de la recherche primaire, on peut citer le fait que la population européenne vieillit rapidement ; cependant, les modèles actuels de maisons de soins et de maisons de repos ne répondent pas aux besoins de nombreuses personnes âgées. Il est donc nécessaire de développer des activités significatives qui facilitent un vieillissement sain. L'absence de liens intergénérationnels et d'infrastructures sociales qui soutiennent les personnes âgées signifie que les populations âgées peuvent être exclues de la société.

Le projet *FarmElder* montrera donc comment les activités d'agriculture sociale peuvent répondre à ces problématiques. Le projet compte des partenaires d'Irlande, du Portugal, d'Allemagne, de Slovénie et de Belgique qui travailleront ensemble pour examiner les problèmes auxquels sont confrontées les personnes âgées et étudier les interventions de l'agriculture sociale dans leur pays qui émergent pour répondre à ces besoins. Le projet produira 14 études de cas, ainsi que des rapports sur les défis auxquels sont confrontées les personnes âgées dans chacun des pays participants. Ces rapports fourniront des informations précieuses sur les différents modèles existants pour adapter l'agriculture sociale aux besoins des personnes âgées.

FarmElder produira également une série de vidéos. Elles mettront en lumière certaines des études de cas les plus inspirantes sur l'agriculture sociale pour les personnes âgées à travers une série de courts-métrages. Les vidéos illustreront les méthodes innovantes utilisées par les pays partenaires pour répondre aux besoins des personnes âgées.

Sur la base des conclusions des rapports et des études de cas, les partenaires du projet travailleront à l'élaboration d'une série de modules éducatifs afin de mettre en ligne des contenus d'apprentissage sur l'agriculture sociale avec les personnes âgées.

Afin de suivre les résultats et les réalisations du projet, ne manquez pas de consulter le site web du projet : www.farmelder.eu.



Réunion de lancement du projet STAY

Sergio PEDREGOSA, ELO

Le projet STAY a tenu sa réunion de lancement à Naklo, en Slovénie, les 15 et 16 décembre. L'événement, accueilli par le partenaire du projet, le Biotehniški Center Naklo, s'est étalé sur deux jours. Le premier jour a été consacré au partage des résultats de plusieurs analyses initiales de la situation du tourisme rural et de l'agrotourisme dans les pays d'origine des partenaires. Il a également été discuté de la meilleure façon de développer les différents paquets de travail qui composent le projet. Afin de donner un aperçu plus large, ELO a fait une présentation du statut des activités touristiques liées à l'agriculture au niveau européen. Au cours de la deuxième journée, les partenaires ont visité une ferme engagée dans l'agrotourisme.

Le projet vise à promouvoir l'agrotourisme en mettant à la disposition des établissements et des entrepreneurs touristiques une plateforme d'apprentissage qui contient des documents relatifs à l'agrotourisme. La plateforme comprend également une sélection d'études de cas des meilleures pratiques et des fiches d'information sur l'agrotourisme dans cinq pays différents (Italie, République tchèque, Espagne, Portugal et Slovénie). Tous les contenus sont gratuits et ouverts à tous ceux qui pensent pouvoir en bénéficier.

ELO est responsable des tâches de communication, y compris la gestion des réseaux sociaux du projet. Ces activités visent à atteindre un public plus large afin que la plateforme puisse être utile au plus grand nombre possible de parties prenantes intéressées.

Si vous êtes un hébergement touristique intéressé à explorer le secteur de l'agrotourisme et que vous souhaitez obtenir de plus amples informations sur le projet, n'hésitez pas à contacter Micaela COSGROVE au micaela.cosgrove@elo.org.

Voyage d'étude des Young Friends of the Countryside à Londres « Technologies émergentes pour la sécurité alimentaire ».

Avec l'augmentation de la population mondiale et la modification des conditions de l'agriculture par le changement climatique, l'avenir de l'agriculture est un sujet très débattu. Les fermes aéroponiques et les fermes hydroponiques constituent une approche innovante pour répondre à la demande de nourriture. Lors d'une excursion en novembre, 20 membres des Young Friends of the Countryside (YF) se sont réunis à Londres pour en observer deux exemples.

Marie-Christine Schönborn, YFCS

yfcs



Ces deux technologies visent à apporter aux communautés urbaines une production locale et durable de légumes, tels que la laitue. En contrôlant rigoureusement l'environnement des plantes, l'utilisation de pesticides peut être exclue et un niveau élevé de nutriments des plantes est assuré en même temps. Ainsi, les consommateurs peuvent acheter des aliments riches en nutriments qui n'ont pas été transportés sur de nombreux kilomètres. De même, les deux technologies garantissent non pas deux récoltes par an, mais bien plus. Enfin, grâce à l'environnement contrôlé, l'empreinte carbone peut être rigoureusement contrôlée.

« Crate to Plate » est une ferme aéroponique où les plantes sont cultivées sans terre et où les nutriments sont délivrés sous la forme d'un fin brouillard. Basée à Londres, l'entreprise est convaincue que les légumes verts à feuilles doivent être cultivés de manière durable et locale, et consommés localement. En particulier, ils sont passionnés par le concept de « villes de 15 minutes », qui signifie que chacun devrait avoir accès à des produits frais à moins de 15 minutes de chez lui. Leur objectif est de livrer les aliments dans les 24 heures suivant la récolte. Un grand avantage pour « Crate to Plate » est que les légumes verts à feuilles peuvent être cultivés sur mesure, ce qui signifie que les entreprises de gastronomie peuvent passer des commandes précises pour les repas qu'elles souhaitent préparer. Ils cultivent des laitues, comme la chène rouge, des légumes verts à feuilles et des herbes aromatiques. Chacun de leurs conteneurs de 12,2 m de long peut atteindre la même production qu'un acre de terre agricole en utilisant 95 % d'eau en moins par rapport à l'agriculture conventionnelle. L'environnement est contrôlé par un système de contrôle et de surveillance en ligne personnalisable. Les aspects à surveiller sont la température, l'humidité, l'éclairage LED, l'apport d'eau et le flux d'air.

En tant que ferme hydroponique, « Zero Carbon Farming » utilise une solution nutritive dans l'eau pour faire pousser ses plantes. Ils sont également basés à Londres, à 33 mètres sous terre dans un abri antiaérien désaffecté. Située à proximité du marché de Covent Garden, qui se trouve à moins d'un kilomètre, leur objectif initial était de les approvisionner. Aujourd'hui, ils fournissent des marques de détail bien connues comme Waitrose, M&S et Tesco en mélanges de salades, par exemple, ainsi que des cafés. « Zero Carbon Farming » utilise une solution nutritive dans l'eau pour se développer. Elle fonctionne avec 100% d'énergie renouvelable et utilise jusqu'à 90% d'eau en moins que l'agriculture conventionnelle. En outre, elle est certifiée B Corp et est la première ferme à environnement contrôlé du Royaume-Uni à le recevoir. Il est intéressant de noter qu'elle fournit également des services à d'autres marchés en extrayant les arômes et les parfums des cultures, car elle voit un potentiel d'application dans les industries des cosmétiques, des parfums et des soins de santé. En outre, elle fournit également des services de conseil en mettant leur expertise technologique à la disposition d'autres parties afin de garantir que vous puissiez obtenir les conditions environnementales optimales n'importe où - d'un bunker au sommet d'une montagne !

Dans l'ensemble, l'excursion sur le terrain s'est avérée être une expérience des plus intéressantes et a mis en évidence les manières innovantes dont l'agriculture traditionnelle est réinventée. À l'avenir, il pourrait s'agir d'une source supplémentaire et durable de nourriture, qui aiderait les agriculteurs à répondre aux demandes croissantes qui leur sont adressées.



© Shutterstock

EDITION 2022

FAMIGRO AWARD

PRESENTED BY THE YOUNG FRIENDS OF THE COUNTRYSIDE

<p>ABOUT</p> <p>The Famigro Award celebrates the best food and drink products in 2022 and will be awarded to the most innovative entrepreneurial idea. A project that will contribute to the evolution of our rural countryside, while embracing their environmental & social responsibilities.</p>	<p>WHY?</p> <p>The award celebrates:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 45,000 • 4 different categories • Exposure on our website & online channels • Inclusion in our General Assembly in Phoenix in June 2023 	<p>WHO?</p> <ul style="list-style-type: none"> • If you are an 18-40 year old entrepreneur and a European citizen, please contact info@yfcs.co.uk for more details <p style="text-align: right;">Deadline: 1. March 2023</p>
--	--	--










Are you proud of your sustainable land and soil management?

Apply now for the Land and Soil Management Award

Prize: €5,000 plus recognition

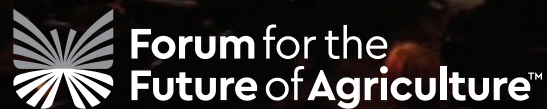
Deadline: January 15, 2023

www.europeanlandowners.org/awards/soil-land-award

Save the date for the 2023 Forum for Ag Annual Conference

Watch out for more information at www.forumforagriculture.com

Brussels, Belgium
Tuesday, March 28, 2023



Let's increase our food supply without reducing theirs

the good growth plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

The Winter Spirit is in the air at the Welcoming Estates!
Discover one near you or make it your #WinterGetaway!

Follow WEW on Instagram and Facebook for the latest developments.

More information on : www.welcomingestateswebsite.com



CountrySide
is a publication of the ELO
in English and French
5 Euros

Publisher :
Thierry de l'Escaille
Chief editor :
Emmanuelle Mikosz
Text editor :
Sophy Smits van Oyen-Maltzoff

Design & proof readers
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen
José Mª Gomez-Acebo Rosas

Back office:
Adriana Escudero

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org